

Biel/Bienne, 09/01/2019

Communiqué de presse

Plusieurs figures importantes de l'économie s'opposent aux jonctions autoroutières

Plusieurs entrepreneurs biennois critiquent publiquement le projet autoroutier du canton : ils qualifient cette construction d'investissement discutable et désapprouvent les jonctions autoroutières au centre-ville. Des études récentes montrent en outre que la planification a été effectuée sur des bases fragiles. L'affirmation selon laquelle le milieu économique biennois soutient en bloc le projet de construction de l'autoroute est désormais indéfendable.

Les premiers entrepreneurs biennois à s'adresser ces jours-ci au public dans le cadre d'une campagne d'annonces du comité « Axe Ouest – pas comme ça ! » insistent tous sur le fait que l'économie régionale est déjà bien desservie par le réseau autoroutier suisse et n'a donc pas besoin de jonctions supplémentaires au centre-ville. Ils sont en outre convaincus qu'un centre-ville attrayant sera beaucoup plus bénéfique pour l'avenir de leurs activités. Et ils soulignent également qu'un investissement se chiffrant en milliards et reposant sur des bases aussi fragiles serait impensable dans le secteur privé : les tendances les plus récentes en matière de mobilité n'ont pas été suffisamment prises en considération.

Les personnalités qui s'opposent publiquement aux deux jonctions autoroutières au centre-ville sont issues d'horizons aussi divers que l'économie biennoise elle-même : Thomas von Burg était directeur du Crédit Suisse à Bienne et est aujourd'hui membre du conseil d'administration du Centre hospitalier, entre autres. Kuno Cajacob est copropriétaire et chef de Spörri Optik. Sybille Erdmann et Gabriel Peisker, les propriétaires et fondateurs de l'agence créative Erdmannpeisker, ont été récompensés à de nombreuses reprises pour leurs activités pour des sociétés dans tout le pays. Ueli Gygax est patron de longue date et fondateur de la boutique de mode « Bijoux les Boutiques », et a reçu en 2017 le « Lebenswerkpreis » (Prix « l'œuvre d'une vie ») attribué par l'Entrepreneur Forum Seeland. Et Rudolf Bürgi était PDG de Biella et a présidé pendant cinq ans la section Bienne-Seeland de l'Union du Commerce et de l'Industrie.

Selon Kuno Cajacob, « Bienne a besoin de commerces innovants et non de jonctions autoroutières en plein centre-ville ». Ueli Gygax, quant à lui, déclare : « En tant que commerçant cela me dérange que ce soit surtout les boutiques en

WESTAST SO NICHT!

ligne à l'extérieur de la ville et les transporteurs qui profiteront des jonctions autoroutières ». Et Rudolf Bürgi, qui a personnellement participé à la construction de l'Eurotunnel, se réfère aux études de l'organisation « Digital Swiss », proche des milieux économiques, selon lesquelles le potentiel des technologies numériques pour la mobilité est exploité à seulement 35% en Suisse, et celui pour le trafic routier, encore plus en retard, à seulement 21%.

Le très récent monitoring des villes du groupe de réflexion libéral « Avenir Suisse » indique en outre que, en comparaison avec d'autres villes de Suisse, la question du trafic privé à Bienne est déjà bien résolue, et révèle que la nécessité d'intervention se situe à un tout autre niveau : « Si le flux du trafic privé est actuellement particulièrement bien géré, les déplacements en transport collectif sont en revanche moins efficaces », peut-on lire dans l'étude. Rudolf Bürgi demande donc que, à Bienne aussi, les fonds publics soient utilisés efficacement et de manière ciblée. Pour lui, les déclarations du directeur de la CEBS, Gilbert Hürsch, sont fâcheuses ; ce dernier a en effet récemment déclaré que « chaque citoyen a le droit de se déplacer comme bon lui semble et de pouvoir compter sur l'infrastructure nécessaire ». Selon Bürgi, l'Etat « a des moyens limités pour l'ensemble des usagers de la route, et n'est donc pas en mesure de satisfaire tous les souhaits ».

Ces déclarations sans équivoque ainsi que le résultat des études montrent donc que le projet d'axe Ouest doit être fondamentalement remis en question d'un point de vue économique également. Contrairement à ce qui a souvent été prétendu, la construction de l'autoroute est loin de faire l'unanimité au sein de l'économie régionale.

Liens et sources :

[Interview de Rudolf Bürgi dans son intégralité \(www.westastsonicht.ch\)](http://www.westastsonicht.ch)

(en allemand)

« Digital Swiss », thème de la mobilité <https://digital.swiss/de/themen/mobilitaet>

(en allemand ou en anglais)

Monitoring des villes 2018, résumé du profil des villes par Avenir Suisse:

<https://www.avenir-suisse.ch/files/2019/10/Beilage-Staedteprofile.pdf> (en allemand)

Pour plus de renseignements :

Comité « Axe Ouest – pas comme ça ! »

Martina Rettenmund, porte-parole

079 728 20 11 - mrettenmund@gmx.ch

Encadré

Le comité « Axe Ouest – pas comme ça ! » est, avec 2'100 membres, le mouvement citoyen le plus important du canton de Berne. Le 3 novembre 2018, il a été l'un des coorganisateurs d'une manifestation ayant

WESTAST SO NICHT!

rassemblé environ 5'000 personnes à Bienne. Il a présenté en novembre 2017 un projet alternatif intitulé « Axe Ouest : mieux comme ça ! », qui renonce aux deux jonctions autoroutières à ciel ouvert sur plusieurs niveaux en plein cœur de la ville, et propose à la place un long tunnel, compatible avec la vie urbaine. Grâce à l'abandon des deux ouvrages complexes que sont les jonctions, d'une part, et des traversées risquées de la nappe phréatique, d'autre part, ce projet permettrait d'économiser environ 600 millions de francs par rapport à celui de la Confédération et du canton, dont le coût s'élèvera, selon les déclarations officielles, à environ 2,2 milliards de francs.

La direction des travaux publics bernoise n'a pour l'instant examiné la proposition « Axe Ouest, mieux comme ça ! » que de manière superficielle et l'a rejeté. Elle a annoncé peu avant Noël qu'elle souhaitait finalement le dialogue, sous la forme d'une table ronde réunissant l'ensemble des groupes concernés, mais ne renonce pas pour autant au projet général. Les associations économiques régionales et cantonales ont poursuivi leur campagne de relations publiques en faveur du projet officiel lancée au mois de novembre. Elles prétendent représenter 25'000 entreprises bernoises et récoltent des signatures dans tout le canton.